



Dans la rue contre les discours de haine d'Eric Zemmour et consorts

Le SNJ-CGT est signataire de l'appel à manifester à Paris le dimanche 5 décembre, jour où Eric Zemmour organise son premier meeting après sa déclaration de candidature à la Présidentielle de 2022.

« Depuis des mois, Eric Zemmour déballe ses discours de haine en boucle, partout », écrivent l'Union départementale CGT de Paris, Solidaires Paris et la Jeune Garde Paris, organisateurs de la mobilisation, qui veulent initier une « réponse forte » et une « dynamique neuve face à l'extrême droite » ([lire ici](#)). « Sa parole raciste, islamophobe, antisémite, misogyne, homophobe, transphobe, ultralibérale, sa réhabilitation des pires figures de notre histoire récente dont Pétain, se répandent, avec la complicité aveugle ou assumée de celles et ceux qui ne cessent de lui tendre le micro ou de lui offrir des tribunes », dénoncent les trois organisations.

En juin dernier, dans une motion votée à l'unanimité lors de son congrès de Lille, le SNJ-CGT appelait la profession à se mobiliser « contre les idées d'extrême droite » ([lire ici](#)). « Il n'est pas tolérable qu'on banalise les idées d'extrême-droite, en privilégiant dans les médias les thèmes du "tous contre tous", ni qu'on privilégie les sujets sur l'insécurité, sans recul, ni débats contradictoires. Pas plus qu'on instrumentalise chaque fait-divers et que soient privilégiés les porte-paroles de la haine et du complotisme, en vue de faire du buzz et de l'audimat », précisait notamment cette motion.

Editorialiste au *Figaro* et à CNews - dont les collaborations sont mises entre parenthèses le temps de la campagne -, Eric Zemmour a été condamné pour « provocation à la discrimination raciale », « provocation à la haine religieuse », « injure »...

Entre autres horreurs, le polémiste qualifie les mineurs isolés de « voleurs », d'« assassins » et de « violeurs », assure « que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes, c'est comme ça, c'est un fait » et décrit la France comme victime d'une « invasion ». Ou encore : « Il y a une continuité entre les viols, vols, trafics jusqu'aux attentats de 2015, ce sont les mêmes qui les commettent [...]. C'est le djihad partout. Ils se comportent en colonisateurs. Les caïds et leurs bandes s'allient à l'imam pour faire régner l'ordre dans la rue et dans les consciences selon la vieille alliance du sabre et du goupillon, en l'occurrence, la kalach et la djellaba. »

Ce délinquant récidiviste a de nouveau fait preuve, dans sa vidéo de déclaration de candidature, du peu de cas qu'il fait des règles de droit. Au mépris de tout droit d'auteur, il y a en effet intégré, sans demander aucune autorisation, des images de l'INA et des extraits d'émissions ou de reportages diffusés par TMC, France 24, France Télévisions, Public Sénat, BFMTV, le Huffington Post... Des plaintes ont été annoncées.

Celui qui n'aime rien tant que se répandre à longueur de colonnes et d'antenne, nourrit une violente aversion à l'égard de tout commentaire critique, journalistique notamment. Il a ainsi qualifié son interview du 30 novembre dans le 20 heures de TF1 d'« escroquerie intellectuelle » et estimé que le journaliste Gilles Bouleau - qu'Eric Zemmour aurait d'ailleurs insulté hors antenne, après l'entretien - « a voulu faire le malin devant ses confrères ». Le candidat déclaré n'a pas apprécié, entre autres, qu'on lui rappelle ses condamnations et - citations de son livre à l'appui - la conception qu'il a des rapports entre hommes et femmes.

En novembre, son équipe avait refusé l'entrée du Palais des Congrès de Bordeaux aux journalistes de Sud-Ouest venus couvrir son meeting. Une mesure de rétorsion clairement assumée, après l'article publié quelques semaines plus tôt sur un meeting à Biarritz, qui avait suscité une manifestation d'opposants à Eric Zemmour. En octobre, ce dernier, sous couvert de « blague », a pointé une impressionnante arme en direction d'un groupe de journalistes, lors de sa visite du salon Milipol, avec ce commentaire : « Ça rigole plus, hein ! »

Non, effectivement, « ça rigole plus », car Eric Zemmour, qui déshonore la politique et le journalisme, est un danger pour la démocratie. Le SNJ-CGT appelle les journalistes et les rédactions à traiter avec discernement les prises de position d'Eric Zemmour et de toutes celles et ceux qui, dans le débat public, manient la haine, la stigmatisation et l'exclusion.

La manifestation du dimanche 5 décembre partira du Boulevard Barbès à 13 heures, pour rallier La Villette. Le SNJ-CGT appelle ses adhérents et tous les journalistes à y participer nombreux.

**Rendez-vous ce dimanche 5 décembre à 13 heures
devant le cinéma Le Louxor, 170 boulevard de Magenta
(Métro Barbès-Rochechouart)**

Montreuil, le 3 décembre 2021.